

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABORATOIRE OXENA

Chemin de Chauvière
07400 Rochemaure

Références : 20260209-RAP-DAEN0217
Code AIOT : 0100303158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Chemin de Chauvière 07400 Rochemaure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite est de vérifier les déclarations de l'exploitant suite à la phase contradictoire sur les deux arrêtés de sanctions proposés suite à la visite du 12/01/2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE OXENA
- Chemin de Chauvière 07400 Rochemaure
- Code AIOT : 0100303158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Un entrepôt d'environ 3 600 m² a permis le stockage de produits chimiques, notamment de grandes quantités d'hypochlorite de sodium en petits contenants.

L'inspection a contrôlé l'intérieur de l'entrepôt et les extérieurs.

Les abords du site sont constitués par :

- un ruisseau à 50 m en aval hydraulique au Nord;
- le fleuve Rhône à 550 m en aval hydraulique à l'Est ;
- la voie ferrée à 20 m à l'Ouest ;
- une zone d'habitations individuelles, dont la plus proche est à 20 m des murs de l'entrepôt ;
- la route nationale RN102 à 100 m au Nord et la route départementale RD86 à 240 m à l'Est de l'entrepôt ;
- un camping à 200 m au Nord du site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
NC1_2026 - Régularisation de la situation administrative	AP de Mise en Demeure du 08/12/2025, article 1	Avec suites, Suspension	Amende, Maintien de la suspension
NC1_2025 – Défaut d'autorisation	Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	Avec suites, Suspension, Amende	Maintien de la suspension
NC2_2026 - Suspension d'activité	Arrêté Préfectoral du 08/12/2025, article 2	Avec suites, Suspension, Amende	Maintien de la suspension

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun produit chimique n'est stocké dans l'entrepôt au jour de la visite. La suspension d'activité est respectée.

L'exploitant a déclaré qu'il compte cesser définitivement son activité mais l'ensemble des éléments prévus par le code de l'environnement n'ont pas été transmis. La mise en demeure du 08/12/2025 n'est pas respectée.

2-4) Fiches de constats

NC1_2025 – Défaut d'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2026• type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Suspension, Amende

Prescription contrôlée :

4741 : Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].

La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 200 t (A)
2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t (D)

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t

4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 100 t (A)
2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)

Constats :

Constats précédents lors de la visite du 20/11/2025 :

[...] Rubrique 4741-1 : régime de l'autorisation SEVESO seuil haut par dépassement direct du seuil pour une quantité évaluée à 513 t.

Le site ne fait à ce jour l'objet ni d'une déclaration ni d'une autorisation. Le site est donc en défaut d'autorisation SEVESO seuil haut au titre de la rubrique 4741-1 de la nomenclature des ICPE.

Une suspension d'activité et une amende administrative ont été actées par arrêté préfectoral du 08/12/2025.

Constats précédents lors de la visite du 12/01/2026 :

L'inspection a constaté la présence d'environ :

- 78,5 palettes contenant de l'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 2,6 %), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 576 kg, soit 45,2 t (concentration indiquée sur l'étiquetage des contenants) ;
- 382,5 GRV contenant des berlingots fuyards d'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (objet d'un litige) (concentration indiquée sur l'étiquetage des berlingots), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 500 kg, soit 191,25 t ;
- 28 palettes d'hypochlorite de sodium à plus de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 9,6 %, concentration indiquée sur l'étiquetage des contenants), d'un poids moyen unitaire de 560 kg, soit 15,68 t ;
- 3 palettes de gel hydroalcoolique et 1 palette d'alcool ménager, soit environ 3 t de liquides inflammables ;
- aucune palette de produits pH moins (acide sulfurique) ou d'acide phosphorique ;
- de très faibles quantités d'emballages plastiques vides (quelques m³) ;
- pas de palette d'emballages carton ;
- le nombre de palettes d'eau déminéralisée n'a pas été évalué.

L'exploitant déclare que l'eau de Javel stockée a une concentration en chlore actif faible et inférieure à ce qui est mentionné sur les emballages des berlingots et bidons, sans apporter aucun élément de preuve.

Aussi, les stockages présents relèvent a minima du classement suivant :

Rubrique 4741-1 : régime de l'autorisation SEVESO seuil bas par dépassement direct du seuil pour une quantité évaluée à 236,4 t.

Le site ne fait à ce jour l'objet ni d'une déclaration ni d'une autorisation. Le site est donc en défaut d'autorisation SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 4741-1 de la nomenclature des ICPE.

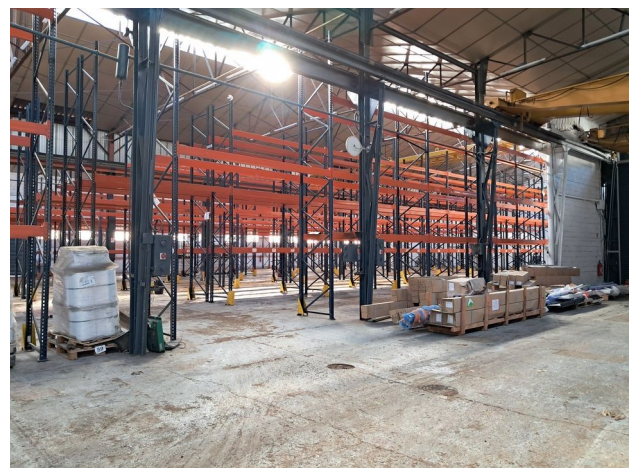
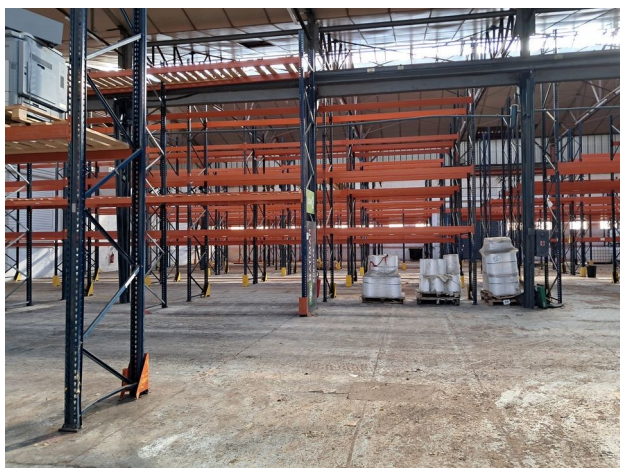
Constats du 29/01/2026 :

Il n'y a plus de stockage d'hypochlorite de sodium ou d'autre produit chimique. Il reste quelques GRV vides.

À l'extérieur de l'entrepôt, côté est, deux bennes non étanches de 30 m³ chacune contiennent des déchets : l'une contient des cartons vides, l'autre des emballages vides en plastiques (films plastiques et bidons vides, dont certains sans bouchon). Lors de la visite, ces bennes rejetaient des eaux pluviales potentiellement souillées vers le sol car elles ne sont pas étanches et non protégées des intempéries.

Le site ne relève plus d'un classement au titre des ICPE sur aucune rubrique au jour de la visite. Il n'y a plus de défaut d'autorisation au titre de la rubrique 4741.

Par courriel du 05/02/2026, l'exploitant a transmis un rapport de constats d'huissier du 27/11/2025. Dans ce rapport, un échantillonnage sur 34 produits stockés dans l'entrepôt de Rochemaure a été pratiqué. Des mesures du taux de chlore ont été effectués. Les résultats indiquent que le taux de chlore est strictement inférieur à 2,4 % pour 19 échantillons et supérieur ou égal à 2,4 % de chlore pour 15 échantillons. L'échantillonnage de produits à tester n'est pas mentionné dans le rapport d'huissier (choix au hasard par l'huissier ou choix par l'exploitant ?). Les analyses ne portent pas sur l'ensemble des contenants ou lots de contenants d'hypochlorite de sodium. Aussi, ces éléments ne peuvent être retenus pour réévaluer la quantité et la concentration d'hypochlorite de sodium relevant des rubriques 4741 et 4510. Les indications mentionnées sur les étiquetages des contenants et berlingots fuyards sont donc retenues.

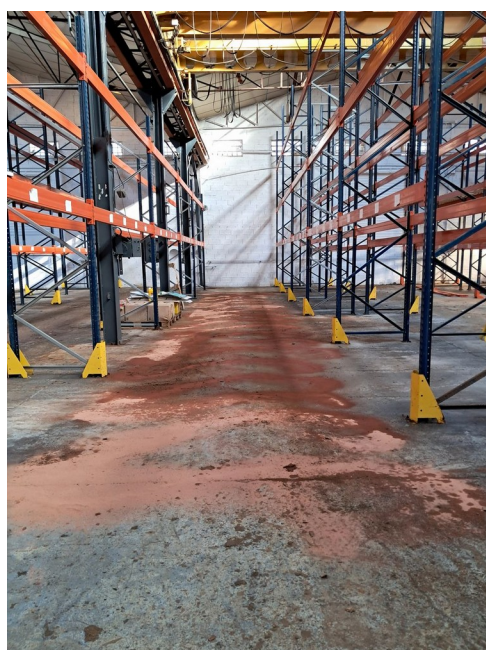




Benne non étanche de 30 m³ de cartons



Benne non étanche de 30 m³ de déchets plastiques, comprenant des bidons vides pas systématiquement bouchonnés



Absorbant souillé épandu au sol



Présence de liquide côté Est de la cellule. L'exploitant indique qu'il s'agit d'eaux pluviales qui sont entrées dans le bâtiment par le quai Est (fortes pluies récentes)

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Maintien de la suspension (cf point de contrôle suivant)

NC1_2026 - Régularisation de la situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2025, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/01/2026
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Suspension

Prescription contrôlée :

La société LABORATOIRE OXENA, dont le siège social est situé 128 avenue de Chateau Fleury - 26100 Romans-Sur-Isère, exploitant un entrepôt de stockage de produits dangereux sise chemin de Chauvière sur la commune de ROCHEMAURE (07400) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R.181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état, prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois. L'exploitant fournit dans un délai de 1 mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective sous 1 mois et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article R.512-39-1 du code de l'environnement

I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.[...]

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

Article R. 512-75-1 du Code de l'environnement

I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination « du ou des usages futurs » selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. [...]

III. La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

<p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents de la visite du 12/01/2026 :</u></p> <p>Par courrier du 04/12/2025, l'exploitant s'est positionné sur une cessation d'activité : « nous avons décidé de procéder à la fermeture du site de ROCHEMAURE sans délai ».</p> <p>Il détaille l'évacuation des produits dangereux du site. Il ne détaille pas la liste des terrains concernés. Les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 ne sont pas toutes transmises. Il manque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des déchets présents (notamment emballages vidés, solides imprégnés souillés...) ; - les interdictions ou limitations d'accès ; - les mesures de suppression des risques d'incendie ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. <p>Lors de la visite du 12/01/2026, l'exploitant indique ne pas avoir encore contacté de bureau d'études pour la délivrance des ATTES-SECUR, ATTES-MEMOIRE et ATTES-TRAVAUX. L'exploitant a indiqué qu'aucun déchet ne partirait du site de ROCHEMAURE et que tout serait rapatrié sur le site de PORTES-LES-VALENCE (à noter que ce site n'est pas une installation autorisée pour le transit de déchets).</p> <p>Constats du 29/01/2026 :</p> <p>L'exploitant n'a transmis aucun élément nouveau concernant la cessation d'activité. Il n'a pas transmis un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. La mise en demeure du 08/12/2025 n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 doivent être transmises sous 7 jours et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des déchets présents (notamment emballages vidés, solides imprégnés souillés...) ; - les interdictions ou limitations d'accès ; - les mesures de suppression des risques d'incendie ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Amende, Maintien de la suspension</p>

NC2_2026 - Suspension d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2025, article 2
Thème(s) : Illégaux, Suspension
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2026

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Suspension, Amende

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation exploitée par la société LABORATOIRE OXENA, sise Chemin de Chauvière 07400 ROCHEMAURE est suspendu à compter de la date de notification du présent arrêté (le 09/12/2025) jusqu'à ce qu'il ait été statué :

- sur la demande de régularisation mentionnée à l'article 1 ci-dessus ;
- ou sur les modalités de cessation d'activité au vu du dossier mentionné à l'article 1 ci-dessus, à compter de la date de notification du présent arrêté ;

La suspension d'activité consiste en l'évacuation des déchets et produits dangereux dans des quantités inférieures aux seuils de déclaration. [...]

Constats :

Constats précédents du 12/01/2026 :

Selon les constats du point de contrôle NC1_2025 ci-avant, il y a encore 236 t d'eau de Javel à moins de 5% de chlore actif et 15 t d'eau de Javel à plus de 5% de chlore actif stockées sur le site, soit un dépassement du seuil de la déclaration sous la rubrique 4741 (mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif) qui est de 20 t.

La suspension d'activité n'est pas respectée.

Constats du 29/01/2026 :

Selon les constats du point de contrôle NC1_2025 ci-avant, il n'y a plus de stockage d'hypochlorite de sodium sur le site. Les activités ne relèvent plus d'un classement au titre des ICPE.

La suspension d'activité est respectée.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Maintien de la suspension (cf point précédent)